



Après le rabot, la hache

Paris, le 13 septembre 2017

Le Contrat d'Objectifs et de Moyens 2015/2019, signé par l'État avec Radio France, avait installé un budget d'austérité, avec un plan de suppressions d'emplois (non remplacement d'un départ à la retraite sur deux en 2016 et 2017, puis non remplacement d'un départ sur trois en 2018).

Mais cette fois, selon le quotidien le Monde, le gouvernement a décidé de donner le coup d'envoi d'un jeu de massacre visant l'audiovisuel public.

C'est en fait le pur cynisme qui gouverne, à coups de "beaux" discours sur la culture et l'éducation. En imposant, à Radio France, une saignée de 20 M€ pour la seule année 2018, le gouvernement ne respecte pas la parole de l'Etat. Les salariés mesurent déjà au quotidien les conséquences de la politique d'austérité sur leurs conditions de travail, leurs missions de service public et leurs ambitions éditoriales.

Cette nouvelle ponction intervient alors même que Radio France s'engage dans des développements non maîtrisés et que le chantier de réhabilitation de la Maison de la Radio ne cesse de plomber les comptes (un audit a d'ailleurs été diligenté à la demande de l'État pour juger des conséquences des dernières "surprises" liées aux travaux nécessaires portant sur le socle du bâtiment).

Dans ce contexte le coup de hache budgétaire du gouvernement condamne Radio France à une crise majeure et à une paralysie inévitable.

Nous allons demander à ce que les organisations syndicales de Radio France soient reçues d'urgence par la Ministre de la Culture.

Cette même demande va être formulée auprès du PDG de Radio France.

